

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78 000 Versailles

Versailles, le 30/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PEUGEOT

PEUGEOT - CET
212 Boulevard Pelletier
78955 Carrières-Sous-Poissy

Références Code AIOT : 0006503192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement PEUGEOT implanté CENTRE D'ETUDES ET RECHERCHES 212, Boulevard Pelletier 78 955 Carrières-sous-Poissy. L'inspection a été annoncée le 19/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT
- CENTRE D'ETUDES ET RECHERCHES 212, Boulevard Pelletier 78 955 Carrières-sous-Poissy
- Code AIOT : 0006503192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre d'études techniques de Carrières sous Poissy est spécialisé dans la conception et la validation des chaînes de traction thermiques et électriques.

L'activité du site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2931 de la réglementation des ICPE et est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/12/2005 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 2 septembre 2008 et du 17 novembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux inspections précédentes (28/04/2017 et 10/10/2023) ;
- la prévention de la pollution aqueuse ;
- la gestion des produits chimiques ;
- la prévention de la nuisance sonore ;
- la prévention des risques industriels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Stockage des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.I.7.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Ressources en eau et émulseur	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.7.1.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Cabines des bancs d'essais moteurs essence, diesel et gaz	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.8.2	Demande d'action corrective	3 mois
12	Modifications	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.I.6.3.1	/	Sans objet
2	Étiquetage des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.3.1.2	/	Sans objet
4	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Mesure périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.IV.5	/	Sans objet
6	Zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.1.2	/	Sans objet
8	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.7.1.2	/	Sans objet
10	Local des pompes de distribution	Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.8.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 12 septembre 2024 a permis de relever plusieurs non-conformités portant notamment sur :

- le porter à connaissance des modifications du site ;
- les rétentions des produits chimiques ;
- les installations électriques ;
- les moyens de défense incendie ;
- les vérifications de détecteurs, des asservissements des cabines d'essais.

Il conviendra donc que l'exploitant procède rapidement aux actions correctives attendues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.I.6.3.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Paramètres généraux</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci- dessous définies.</p> <p>Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, les points de rejet sont équipés de telle sorte que des mesures proportionnelles au débit puissent être effectuées. Jusqu'à cette date, les mesures peuvent être réalisées à partir de prélèvements ponctuels.</p> <p>Référence des rejets : N° 2-3-4-5 :</p>				
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Maximum journalier autorisé (kg/j)	Autosurveillance assurée par l'exploitant	
			Type de suivi	Périodicité de la mesure
DCO	75	16	Echantillon moyen constitué sur 24h proportionnel au débit*	Trimestrielle
DBO5	30	2		
MES	35	5		
NTK	10	1,5		
HCT	5	0,8		
Phosphore	2	1		
Plomb	0,5	0,01		

Paramètre	Prélèvements et analyses par laboratoire agréé	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
DCO	Echantillon moyen constitué sur 24h proportionnel au débit *	Semestrielle
DBO5		
MES		
NTK		
HCT		
Phosphore		
Plomb		

* Echantillon : moyen constitué sur 24 h à compter du 1/1/2007, Echantillon ponctuel avant le 1/1/2007

Constats :

Il est à noter que les réseaux de rejets aqueux du site ont été modifiés en 2008 : le nombre d'exutoires en Seine a été réduit à deux (rejet A (rejets 1 et 2 modifiés) et rejet 5 (rejets 3, 4 et 5 modifiés)) mais avec trois points de prélèvements (A pour le rejet A ; B et C pour le rejet 5) à la suite des travaux réalisés au cours de l'été 2008. Ce plan a été annexé à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 02 septembre 2008.

Par courriel du 30/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection, un récapitulatif des résultats d'analyses trimestrielles des rejets aqueux pour l'année 2023 réalisées par la société Eurofins pour les 3 points de rejet : le point A (situé au Nord-Est du site), le point B (situé au Sud du site, entre les 2 points A et C, à proximité du point C) et le point C (situé au Sud du site, à proximité du point B).

Des dépassements de la valeur limite d'émission (VLE) en concentration de certains paramètres de mesures ont été observés :

- au point de rejet A : dépassement en DCO (78 mg/l pour une VLE de 75 mg/l au 2ème trimestre) et en MES (59,6 mg/l pour une VLE de 35 mg/l au 4ème trimestre)
- au point de rejet B : dépassement en pH (8,6 pour une VLE entre 5,5 et 8,5 au 1er trimestre)
- au point de rejet C : dépassement au 1er trimestre en DCO (87,9 mg/l pour une VLE de 75 mg/l) et en pH (8,9 pour une VLE entre 5,5 et 8,5).

Par courriel du 19/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un récapitulatif des résultats d'analyses trimestrielles des rejets aqueux pour les 2 premiers trimestres de 2024 et les rapports de contrôle des rejets aqueux du 1^{er} et 2ème trimestres de 2024, réalisés par la société Aqua Mesure (les analyses des échantillons prélevés sont réalisées par le laboratoire d'analyse Eurofins Hydrologie Île-de-France) :

- le rapport de contrôle des rejets aqueux du 1^{er} trimestre de 2024 (référence du rapport : RP2403166, daté du 05/07/2024, dates d'intervention du 25 au 26/03/2024) a révélé des dépassements de la VLE en concentration du paramètre NTK aux points de rejet B et C. Les concentrations de NTK aux points de rejet B et C sont respectivement 24.5 mg/L et 23.4 mg/l pour une VLE de 10 mg/l.
- le rapport de contrôle des rejets aqueux du 2ème trimestre de 2024 (référence du rapport : RP2406378, daté du 24/07/2024, dates d'intervention du 24 au 25/06/2024) n'a révélé aucun dépassement de la VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.3.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage des produits chimiques
Prescription contrôlée : Produits Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et s'il y a lieu les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal. <u>Rappel de la non-conformité relevée lors de la visite du 28/04/2017 :</u> L'exploitant devra procéder à la mise à jour des consignes de sécurité et fiches de sécurité concernant les produits dangereux présents dans l'installation. Une information devra être faite au personnel quant aux évolutions intervenues.
Constats : L'exploitant dispose de : <ul style="list-style-type: none">• consignes de stockage de produits chimiques ;• consignes générales de prévention et d'intervention lors de l'utilisation de produits chimiques ;• fiches des données de sécurité des produits chimiques (FDS) en format dématérialisé sur CHEMA (logiciel utilisé en interne pour la gestion des produits chimiques) et en format papier (les FDS sont stockées dans un classeur, placé à proximité lieu de stockage). Cependant, l'inspection a constaté, par sondage, l'absence de fiche de données de sécurité dans le classeur des FDS « papier » pour certains produits chimiques, néanmoins disponibles sur CHEMA. Par courrier daté du 18/03/2018, l'exploitant a indiqué que le prestataire Véolia en charge de l'exploitation, de la surveillance et de la maintenance a réalisé une séance de sensibilisation sur les pictogrammes des produits chimiques le 09/06/2017. Sur site, par sondage, l'inspection a constaté que les bouteilles, bidons et autres emballages des produits chimiques portent un étiquetage lisible indiquant le nom du produit et le cas échéant les pictogrammes de danger. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit disposer des FDS pour l'ensemble des références de produits chimiques susceptibles d'être présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.I.7.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des produits chimiques
Prescription contrôlée :

Stockage

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.[...].

Rappel de la remarque formulée lors de la visite du 28/04/2017 :

L'inspection considère que l'exploitation du local de stockage des produits n'est pas conforme aux bonnes pratiques et règles en matières de gestion des produits dangereux. Une organisation plus rigoureuse devrait être mise en œuvre et un rappel des conditions d'exploitation de ce local réalisé auprès du personnel.

Constats :

L'inspection a vérifié, par sondage, les stockages des produits chimiques dits « Veolia » et des produits chimiques dits « métier » stockés dans l'atelier d'intervention moteur et dans la zone « tunnel », au rez-de-chaussée du bâtiment 7.

L'inspection a constaté que les produits chimiques dits « Veolia » sont stockés sur rétentions dans 2 armoires et sont en petite quantité pour chaque type de produits.

Quant aux produits chimiques « métier » de l'atelier d'intervention moteur : l'armoire N°1 est équipée d'une rétention générale, placée en bas de l'armoire. Cependant, cette rétention ne dispose pas de volume suffisant au regard du volume de produits chimiques stockés dans cette armoire.

Concernant les produits chimiques stockés dans la zone « tunnel », en rez-de-chaussée du bâtiment 7 : les produits sont stockés dans les armoires de sécurité d'une résistance au feu de 90 minutes. Chaque étagère dans les armoires est équipée d'une rétention. Le volume des rétentions est adapté à la quantité de produits stockés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer que tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Une attention particulière devra être portée aux conditions de stockage des produits chimiques dits « métier » de l'atelier d'intervention moteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VII.
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p> <p><u>Rappel de la non-conformité relevée lors de l'inspection du 10/10/2023 :</u> « L'exploitant doit réaliser des travaux pour imperméabiliser le sol des aires de stockage des déchets. »</p>
Constats : <p>Sur site, l'inspection a constaté que les travaux pour imperméabiliser le sol des aires de stockage des déchets ont été réalisés : les aires de stockage sont désormais étanches.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure périodique des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.IV.5
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : <p>Contrôle des niveaux sonores</p> <p>[...] l'exploitant fait réaliser tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Elles comprennent donc en particulier une mesure du niveau de bruit résiduel.</p> <p>Si les résultats des mesures montrent des non-conformités par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, le rapport des mesures acoustiques transmis à l'inspection des installations classées est accompagné d'une proposition de plan d'actions correctives et d'un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux nécessaires.</p>
Constats : <p>Par courriel du 19/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de mesures du niveau de bruit dans l'environnement (Rapport N° 12429851-1-1, Réf : RAP-AV-ICPE (V11-2018), daté</p>

du 17/02/2022 - Dates d'intervention les 14, 15, 20 et 21 décembre 2021), réalisé par la société Bureau Veritas Exploitation.

Les mesures ont été effectuées sur 5 points placés en limite de propriété du site et dans le voisinage du site (3 points en limite de propriété, 2 points en zone à émergence réglementée) :

- Point 1 : en limite de propriété - proche musée ;
- Point 2 : en limite de propriété - proche entrée principale ;
- Point 3 : en limite de propriété - proche bâtiment bancs d'essai ;
- Point 4 : en ZER face à l'entrée principale ;
- Point 5 : en ZER face au bâtiment service entretien.

Les résultats de mesures montrent le respect de la réglementation, aucun dépassement de la valeur limite d'émission sonores ou d'émergences sonores n'a été observé.

Aucune tonalité marquée n'a été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de dangers est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.

Constats :

L'exploitant dispose des plans de masse sur lequel sont indiquées les zones de dangers et les différentes installations à risques (électrique, radioactif, ATEX, inflammable....)

Par sondage, l'inspection a constaté que les zones à risques ATEX et électrique sont bien signalées par un pictogramme ATEX sauf le local des pompes de distribution de carburant qui n'est pas signalée par un pictogramme ATEX mais uniquement par un affichage, collé sur la porte du local, indiquant en toutes lettres qu'il s'agit d'une zone ATEX et avec les pictogrammes signalant l'interdiction de fumer, de téléphoner et de faire du feu.

L'exploitant a indiqué qu'une mise à jour des plans des zones ATEX et des panneaux (pictogramme ATEX) signalant ces zones est en cours.

Type de suites proposées : Sans suite
N° 7 : Installations électriques – Mise à la terre
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – Mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement.</p> <p>Une vérification initiale des installations électriques est effectuée puis un contrôle est assuré au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 19/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection plusieurs comptes-rendus de vérification périodique des installations électriques Q18, réalisés par la société DEKRA.</p> <p>Ces comptes-rendus indiquent que l'organisme de contrôle a procédé à la vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « 0179209A2401R001_Bâtiment 3 - CY52 » : Le compte rendu, daté du 04/07/2024, a conclu que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il a révélé une anomalie concernant la protection contre les surintensités du circuit de l'armoire divisionnaire alimentation GF et armoire pompe (N° de constat de danger : 3) • « 030942482401R001_Candélabres -(Eclairage extérieur)_Q18 » : Le compte rendu, daté du 30/07/2024, n'a révélé aucune observation. • « 047661792401R001_POSTES HT - BT-(Poste de livraison_Q18 » : Le compte rendu, daté du 13/08/2024, a révélé 5 anomalies relatives à la protection contre les surintensités (N° de constat de danger : 3) • « 077200872401R001(M01)_Installation de la structure du bâ_Q18_2 » : Le compte rendu, daté du 02/07/2024, a révélé une anomalie concernant l'armoire du terminal STG B1011 (N° de constat de danger : 3) • « 120961482401R001_Bâtiment B23 (Centre de formation_Q18_2) » : Le compte rendu, daté du 02/07/2024, a conclu que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il a révélé une anomalie concernant la protection contre les surintensités du circuit DC2 (N° de constat de danger : 3) • « 120961502401R001_Batiment B25 CAPPY_Q18_2 » : Le compte rendu, daté du 02/07/2024, n'a révélé aucune observation. • « 141914102401R001_Installation de la structure du bâ_Q18 » : Le compte rendu, daté du

14/07/2024, n'a révélé aucune observation et a conclu que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Cependant, l'inspection a constaté une incohérence dans ce document. En effet, le compte-rendu a mentionné (page 2/3), une constatation « 3 Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités » et que ce danger est déjà signalé, tandis qu'en annexe du compte-rendu (page 3/3) mentionne « sans observation ».

- « 141925802401R001_Vérification periodique des instal_Q18 » : Le compte rendu, daté du 12/08/2024, a conclu que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il a révélé 1 anomalie (La protection contre les surcharges est non assurée, N° de constat de danger : 3)
- « 141929792401R001_BORNES IRVE - 2 BORNES (12 et 13)_Q18 » : Le compte rendu, daté du 30/07/2024, n'a révélé aucune observation.
- « 141929922401R001_BORNES IRVE - 1 BORNE (20) ENTRE B » : Le compte rendu, daté du 30/07/2024, n'a révélé aucune observation.
- « 141930172401R001_BORNES IRVE- 7 BORNES (22 à 28) PA_Q18 » : Le compte rendu, daté du 30/07/2024, n'a révélé aucune observation et a conclu que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
- « 141930292401R001_BORNES IRVE - 5 BORNES (29 à 33) P_Q18 » : Le compte rendu, daté du 30/07/2024, n'a révélé aucune observation et a conclu que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
- « 141933272401R001_Installation de la structure du bâ_Q18 » : Le compte rendu, daté du 18/08/2024, a conclu que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il n'a révélé aucune observation.
- « 143416402401R001_BATIMENT B4 - Banc d-essai_Q18 » : Le compte rendu, daté du 12/08/2024, n'a révélé aucune observation et a conclu que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Cependant, l'inspection a constaté une incohérence dans ce document. En effet, le compte-rendu a mentionné (page 2/3), une constatation « 3 Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités » et que ce danger est déjà signalé, tandis qu'en annexe du compte-rendu (page 3/3) mentionne « sans observation ».
- « 143421512401R001_COMPRESSEUR D-AIR EXTERIEUR_Q18 » : Le compte rendu, daté du 12/08/2024, a conclu que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il n'a révélé aucune observation.

Par courriel du 19/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge Q19, réalisé par la société DEKRA (Référence du rapport : N° E3140969 2301 R001, daté du 08/12/2023 - dates de vérification du 27/11/2023 au 08/12/2023).

Le rapport Q19 indique que l'organisme de contrôle a procédé à la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement (les bâtiments concernés sont : les bâtiments 1, 2, 3, 4, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 7, 7 bis, 8, 9, CY18, CY19, CY21, CY64 chaufferie, SVO, DSV0, CY66, CY25 et le

parking extérieur)

Le rapport Q19 relève 52 anomalies dont 26 anomalies de priorité 2 (action sous deux mois à compter de la réception du rapport) et 26 anomalies de priorité 3 (action à réaliser avant le prochain contrôle thermographique périodique).

Le rapport Q19 a conclu qu'au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tel que défini dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, un départ de feu ou un incendie est possible. La levée des anomalies constatées, dans les délais préconisés, permettrait de réduire ce risque.

Ce rapport indique également une recommandation associée de prévention incendie (présence de poussières dans l'armoire STG B8101 au R+1 du bâtiment B8 : l'organisme de contrôle a recommandé de réaliser un nettoyage afin de prémunir du potentiel risque d'incendie).

L'exploitant a transmis également à l'inspection le tableau relatif aux réserves électriques. Il indique notamment la référence du rapport de vérification, nom du rapport, la localisation de l'installation contrôlée, le point de contrôle, la libellée de l'observation, la date du 1er constat, l'état de traitement (les observations qui sont en cours de traitement ou à traiter)...

L'inspection a constaté :

- une incohérence dans certains comptes-rendus Q18 : les compte-rendus ont mentionné (page 2/3), une constatation « 3 Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités » et que ce danger est déjà signalé, tandis qu'en annexe des comptes-rendus (page 3/3) mentionnent « sans observation ».
- le tableau relatif aux réserves électriques n'indique pas les non-conformités électriques qui ont été soldées ;
- les non-conformités mentionnées dans le rapport Q19 ne figurent pas dans le tableau relatif aux réserves électriques.

L'exploitant a indiqué que pour les anomalies mentionnées dans les rapports Q19, il les corrige progressivement en fonction des vérifications sur la base des fiches des anomalies.

Par courriel du 09/12/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- un tableau de suivi des non-conformités qui ont déjà été traitées ("Réserves électriques traitées DEKRA CPY 2024") et il a indiqué qu'il fait intervenir la société DEKRA pour les vérifications électriques et il utilise leur application Sherlock pour suivre les non-conformités ;
- 43 rapports de vérification périodique des installations électriques, réalisés entre les mois de juin et août 2024 par la société DEKRA.

L'inspection n'a pas analysé le contenu de l'ensemble de 43 rapports de vérification périodique des installations électriques transmis, mais elle a consulté par sondage quelques rapports listés ci-dessous :

- Le rapport « 0179209A2401R001_Batiment 3 - CY52 » (l'installations concernées par le contrôle: Ensemble des installations électriques de l'établissement du bâtiment 3 sauf partie bancs d'essais) : ce rapport est daté du 04/07/2024 et a révélé 6 non-conformités dont 5 non-conformités déjà signalées antérieurement ;
- Le rapport « 077759702401R001_BAT No2 Bancs CDVE » (l'installations concernées par le contrôle: bâtiment N°2 Bancs CDVE) : ce rapport est daté du 12/08/2024 et a révélé 10

non-conformités dont 8 non-conformités déjà signalées antérieurement ;

- Le rapport « 114046252401R001_BATIMENT 8 - CY50 » : ce rapport est daté du 17/06/2024 et a révélé 28 non-conformités dont 16 non-conformités déjà signalées antérieurement ;
- Le rapport « 114046492401R001_BATIMENT B4 - CY52 » : ce rapport est daté du 04/07/2024 et a révélé 7 non-conformités dont 4 non-conformités déjà signalées antérieurement ;
- Le rapport « 114047772401R001_Bancs essais batiment 6-Bancs No 9 » : ce rapport est daté du 12/08/2024 et a révélé 27 non-conformités dont 11 non-conformités déjà signalées antérieurement ;
- Le rapport « 114047902401R001_Bancs essais batiment 7-Bancs No P7 à P 5, Bancs batteries, électriques » : ce rapport est daté du 12/08/2024 et a révélé 3 non-conformités dont 1 non-conformité déjà signalée antérieurement ;
- Le rapport « 114048072401R001_Bat- 5-- No 0 à 23-- CC01 - CC02 - CC03- AMR 1-2- » : ce rapport est daté du 12/08/2024 et a révélé 34 non-conformités dont 29 non-conformités déjà signalées antérieurement ;
- Le rapport « 114048192401R001_Bat 5 bis-Bancs d-essais No 25 à 44 » : ce rapport est daté du 12/08/2024 et a révélé 34 non-conformités dont 34 non-conformités déjà signalées antérieurement.

L'inspection constate que :

- les installations électriques sont contrôlées régulièrement ;
- les non-conformités ne sont pas systématiquement levées d'une année sur l'autre dont plusieurs non-conformités dont la nature du risque, mentionnée dans les rapports, est U1 (U1: Écart technique concernant la protection des personnes et nécessitant une action corrective immédiate compte tenu du risque présenté).
- les rapports de contrôles indiquent les non-conformités déjà signalées antérieurement, mais ils ne précisent pas la date du 1er signalement.
- de par le nombre de rapports présentés l'inspection n'est pas en mesure de déterminer si l'ensemble des installations électriques de l'établissement ont été vérifiées lors des contrôles restitués dans les comptes-rendus et rapports listés ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des incohérences existent dans certains comptes-rendus Q18 de 2024.

L'exploitant doit :

- mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour remédier aux non-conformités électriques et particulièrement celles les plus urgentes (la nature du risque U1) ;
- mettre en place un moyen de suivi des non-conformités électriques relevées dans les rapports Q19, des non-conformités électriques relevées dans les comptes-rendus Q18 et des non-conformités électriques relevées dans les autres rapports de vérification périodique des installations électriques de sorte que celles-ci ne perdurent pas pendant plusieurs années ;
- mettre en place des dispositions lui permettant de s'assurer de l'exhaustivité du contrôle annuel des installations électriques

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance et détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection
Prescription contrôlée : Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection. La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détecté. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive. En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.
Constats : L'exploitant dispose une liste de détecteurs avec leur fonctionnalité. L'exploitant a indiqué que les opérations d'entretien des détecteurs sont réalisées avec une fréquence semestrielle. L'exploitant a indiqué qu'en plus des détecteurs fixes, lorsque le banc d'essais est en fonctionnement, le personnel dispose de détecteurs portatifs de CO et NO. L'inspection a constaté la présence effective d'un détecteur portatif de CO et NO dans une des cabines dont les essais sont en cours au moment de la visite de l'inspection sur site le 12/09/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Ressources en eau et émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.71.5
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et émulseur
Prescription contrôlée : Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement. Le réseau d'extinction incendie (REI) du site est alimenté à

partir des sources suivantes :

- réseau eau industrielle du site alimentée par le château d'eau de l'usine de Poissy et représentant 900 m³ (débit minimum garanti pour le REI de 270 m³/h) ;
- réseau eau potable (débit minimum garanti pour le REI de 200 m³/h) ;
- prélèvement spécifique en Seine (débit minimum garanti pour le REI de 60 m³/h).

Un volume d'émulseur à moyen foisonnement dimensionné pour l'ensemble des installations est maintenu disponible pour l'ensemble des installations de distribution de carburant. L'exploitant recueille l'avis de la Direction Départementale d'Incendie et de Secours sur le volume d'émulseur disponible et son adéquation avec les installations concernées.

[...] Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des zones répertoriées à risque d'incendie. Au minimum, 8 poteaux normalisés de 60 m³/h chacun sont disponibles, placés de telle sorte qu'ils soient distants au maximum de 200 m des différents points des bâtiments.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. [...]

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Le réseau incendie est représenté sur un plan du site permettant de localiser les poteaux incendie, les vannes de sectionnement sur le réseau.

Le site est équipé de 5 postes sprinklers implantés aux bâtiments B1, B4, B6, B7 et B8.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de réseau incendie du site permettant de localiser les poteaux incendie et les vannes de sectionnement sur le réseau.

L'exploitant a indiqué que :

- le réseau d'extinction incendie (REI) du site est alimenté à partir du réseau eau industrielle du site alimenté par le château d'eau de l'usine de Poissy et du réseau eau potable. Cependant, il ne connaît pas le débit minimum garanti pour le REI de ces 2 réseaux ;
- le site ne dispose pas de point de prélèvement spécifique en Seine pour le REI.

L'inspection a constaté la présence sur site, dans un local situé à côté le local des pompes de distribution de carburant pour les bancs d'essais, d'une cuve d'un volume maximal de 300 litres contenant environ 80 litres d'émulseur.

L'exploitant a indiqué que le volume d'émulseur disponible actuellement (80 litres) est largement suffisant pour la défense incendie du site.

Le site dispose actuellement :

- de 14 poteaux incendie, répartis sur l'ensemble du site ;
- de 13 postes sprinklers implantés aux bâtiments B1, B4, B5, B6, B7 et B8 ;
- de 110 robinets d'incendie armés (RIA), répartis dans les différents bâtiments du site ;

- des extincteurs, répartis sur l'ensemble du site.

L'inspection a pu consulter les rapports de contrôle des installations de défense incendie suivants :

- Extincteurs : les 983 extincteurs ont été vérifiés le 15/12/2023 par la société EUROFEU SERVICES.
- Poteaux d'incendie : le dernier contrôle des débits des poteaux a été réalisé le 08/07/2024 par la société Johnson Controls. Le rapport (Référence du rapport : 780998.2024.1.HYD.YN.FR, daté du 18/09/2024) indique les observations suivantes :
 - Les poteaux habituellement alimentés par le Groupe Motopompe Diesel (Pression à environ 12 bar).
 - Les poteaux sont actuellement alimentés par l'eau de ville
 - La pression aux poteaux à débit max est supérieure à 1 bar
 - PI n° 8 - 138 : le débit maximal est de 54m³/h à 0 bar (Très insuffisant : il faut avoir minimum 1 bar pour un débit de 60m³/h).
 - PI n° 5 - 145 et PI n° 6 - 136 : Poteaux sont proches du mur et sont donc difficile à manœuvrer.
 - PI n° 13 et PI n° 14 : Non inclus au contrat.

L'inspection a constaté que ce rapport indique la pression statique du réseau à l'alimentation et la pression relevée en régime d'écoulement au débit nominal, mais il n'indique ni le débit unitaire sous une pression de 1 bar pour chaque poteau, ni le débit des poteaux en essais réalisés en simultané.

L'exploitant a indiqué que les PI n° 13 et PI n°14 seront contrôlés d'ici mars 2025 au plus tard et qu'il est en train de résoudre avec son prestataire spécialisé les observations mentionnées dans le rapport de vérification des poteaux incendie (à savoir le débit insuffisant sur le PI n°8 et la difficulté à manœuvrer sur les PI n°5 et PI n°6).

- Robinets d'incendie armés : le dernier contrôle des RIA a été réalisé le 20/06/2024 par la société Johnson Controls. Le rapport (N/Réf. : 780998.2024.1.RIA.YN.FR.xlsm, daté du 20/08/2024) a indiqué :
 - que le nombre de RIA/PIA est en adéquation avec le risque ;
 - que les remarques importantes de la dernière visite (le 17/07/2023) ont été traitées ;
 - les écarts majeurs constatés : RIA 3.12 et RIA 4.4 ne sont pas alimentés en eaux ;
 - 28 observations sur les RIA telles que : manque vanne de barrage, robinet d'arrêt vanne 1/4 de tour (interdit en DN33), manque numérotation sur RIA, fuite au niveau de la vanne de barrage (raccord), lance fuyarde, fuite au niveau du robinet d'arrêt... mais aussi les observations sur le stock (le stock de matériel de rechange, l'absence de dossier technique, Pression dynamique au RIA le plus défavorisé non relevé (pas d'ouverture à proximité du RIA)...)
- Sprinklage (5 postes sprinklers) : la dernière vérification périodique du système sprinkler a été réalisée par la société Tyco les 27 et 28 mai 2024 (rapport daté du 02/07/2024). Le rapport a révélé plusieurs écarts au référentiel :
 - Local source : la pompe jockey est hors service et en cours de travaux. La motopompe est à l'arrêt. Le site est seulement protégé par le château d'eau de l'usine avec une pression maximum de 7 bars, donc il y a un risque potentiel d'échec du système ;
 - Bâtiment 2 (Zone de stockage Balleverne) : la hauteur de stockage est trop haute : il faut laisser un espace libre de 1 m entre le haut du stockage et la protection sprinkler ;
 - Bâtiment 4 (Atelier B4) : la présence d'une gaine de ventilation de plus 1 m² non

sprinklé en dessous ;

- Bâtiment 5 (SAG auvent local poste) : Fermé ce jour
- Bâtiment 25/ CAAPY (Extension bureau) : Non sprinklé
- Bâtiment 25 / CAAPY (Local stockage) : la hauteur de stockage est trop haute : il faut laisser un espace libre de 0,60 m entre le haut du stockage et la protection sprinkler.

Ce rapport a mentionné également plusieurs observations ou améliorations proposées. Elles sont notamment les suivantes :

- Local source :
 - Groupe motopompe : Pare volatile à refaire. Il n'y a pas de démarrage en automatique, car la pression du réseau est en dessous du réglage électrovanne ;
 - Vanne pompier : l'ensemble des vannes pompier est en position fermée à ce jour ;
- Bâtiment 1 :
 - PC sécurité : les 2 sprinklers sont à moins de 2 m l'un de l'autre
 - Salle Colab : 1 sprinkler est à moins de 15 cm de la cloison
- Bâtiment 2 : Sous Mezzanine Bane BTB 1 et 2 : il manque les plaques de retenue de chaleur sur les sprinklers situés sous les caillebotis
- Bâtiment 3 :
 - Poste n°3 : la présence d'une vanne pouvant isoler le pressostat d'alarme. En position fermée à ce jour : à déplacer.
 - Devant CFM : la présence de plancher plein dans les racks

[...].

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que le réseau d'extinction incendie (REI) du site dispose, en toute circonstance, des ressources en eaux suffisantes et en particulier justifier des débits minimums assurés par :

- le réseau d'eau industrielle du site alimenté par le château d'eau de l'usine de Poissy et représente 900 m³ : le débit minimum garanti pour le REI est-il réellement de 270 m³/h ?
- le réseau d'eau potable : présente-t-il un débit minimum garanti pour le REI de 200 m³/h ?

Il doit justifier de l'indisponibilité du point de prélèvement en Seine pour le REI, prévu à l'article 3.V.7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2005 susmentionné, et s'assurer que les ressources disponibles restent suffisantes en toutes circonstances, et qu'il dispose des moyens de pompage dédiés au réseau incendie, redondants et disponibles en toutes circonstances.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre l'avis de la Direction Départementale d'Incendie et de Secours sur le volume d'émulseur disponible et son adéquation avec les installations concernées.

L'exploitant doit :

- mettre en œuvre les actions correctives pour lever les écarts majeurs constatés et les observations mentionnés dans les rapports de contrôle
 1. des poteaux incendie (rapport daté du 18/09/2024),
 2. des RIA (rapport daté du 20/08/2024) et
 1. du système sprinkler (rapport daté du 02/07/2024) ;
- s'assurer que les poteaux d'incendie fournissent un débit unitaire minimal 60 m³/h d'eau sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars, et procéder à ces essais (mesures de débits) simultanés sur les poteaux, par groupe (de proche en proche) ;
- s'assurer que l'ensemble des poteaux d'incendie est vérifié au moins une fois par an.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Local des pompes de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Local des pompes de distribution : détections et extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local des pompes de distribution de carburants dispose des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -une détection d'hydrocarbures, -une détection incendie avec report de l'alarme au poste de sécurité du site, -une installation d'extinction. <p>Par ailleurs, le réseau enterré est pourvu d'une détection de fuite avec report au poste de sécurité du site.</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le local des pompes de distribution de carburants dispose des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une détection d'hydrocarbures, - une détection d'incendie avec report de l'alarme au poste de sécurité du site (détecteur de flamme), - une installation d'extinction (eau+mousse) avec le déclenchement manuel (situé à extérieur du local) ou automatique ; - le réseau enterré est pourvu d'une détection de fuite avec report au poste de sécurité du site. <p>La dernière vérification des détecteurs et des asservissements du local des pompes de distribution de carburants a été réalisée le 24/04/2024 par la société EMS. Le rapport indique que l'installation est en bon fonctionnement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Cabines des bancs d'essais moteurs essence, diesel et gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 3.V.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Cabines des bancs d'essais moteurs essence, diesel et gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces cabines disposent des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -des extincteurs en nombre suffisant et répartis de façon à permettre une intervention rapide, -une détection de fumée et de flamme à 2 seuils déclenchant : <ul style="list-style-type: none"> 1) sur le premier seuil : <ul style="list-style-type: none"> * immédiatement une alarme sonore et visuelle, le retour au ralenti du moteur, * après 10 secondes, l'arrêt du moteur, l'arrêt de la ventilation de la cabine, la coupure des énergies et de l'air comprimé, le report d'information vers le poste central sécurité du site ; 2) sur le deuxième seuil :

* la confirmation des actions précédentes,
* après 20 secondes, le déclenchement des 3 bouteilles de gaz extincteur (CO2 pour les anciennes cabines, N2 pour les nouvelles cabines), le report d'information vers le poste central sécurité du site ;
-un équipement de sprinkleur,
-un détecteur de niveau en cas de fuite de liquide (dont carburant) et un détecteur d'hydrocarbure, entraînant l'arrêt du moteur, le forçage de la ventilation au débit maximum, le report d'information vers le PC sécurité du site,
-un système de récupération des égouttures et des purges carburants, les effluents étant évacués vers la cuve dédiée,
-chaque cabine dispose d'une ventilation et le fonctionnement des bancs est asservi au fonctionnement de cette ventilation.

D'une manière générale, les différentes détections de sécurité (HC, CO, incendie, niveau), affectant les équipements de ces bancs moteur entraînent l'arrêt automatique de ces installations et déclenchent une alarme. Ce système d'alarme affecté à chaque cabine doit permettre la diffusion d'un signal d'alarme audible localement et dans l'environnement immédiat, et d'un signal lumineux avec une autonomie minimale de 5 minutes, sans risque de confusion avec d'autres signalisations utilisées dans ces bâtiments.

Des sirènes d'alarmes déclenchées par le poste central sécurité du site permettent la diffusion d'un signal d'alarme générale audible en tous points des bâtiments concernés pendant le temps nécessaire à l'évacuation, avec une autonomie minimale de 5 minutes, sans risque de confusion avec d'autres signalisations utilisées dans ces bâtiments.

Constats :

L'inspection a contrôlé, par sondage, les cabines C20 et C23 et a constaté que chaque cabine est équipée :

- d'un extincteur à CO2 de 2 kg. Les 983 extincteurs du site ont été vérifiés le 15/12/2023, par la société EUROFEU SERVICES ;
- d'un détecteur de fumée ;
- d'un détecteur de flamme ;
- d'un équipement de sprinkleur ;
- d'un flotteur pour vérifier le niveau de liquide en cas de fuite de carburant ;
- d'un détecteur d'hydrocarbure ;
- d'un système de récupération des égouttures et des purges carburants, les effluents étant évacués vers la cuve de récupération de carburant d'un volume de 5000 litres ;
- d'une ventilation.

L'exploitant a indiqué que les autres cabines sont équipées des mêmes équipements que ces 2 cabines.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas demandé à l'exploitant de tester le fonctionnement des détecteurs, des alarmes sonore et visuelle, des ventilations...

L'inspection a constaté que plusieurs bancs d'essai ne fonctionnaient pas lors de la visite.

L'exploitant a indiqué que certains bancs ont été transformés en bancs d'essai pour moteurs hybrides ou en bancs d'essai pour moteurs électriques ou ont été mis hors service, mais il ne

dispose pas d'une liste à jour des bancs d'essai.

Par courriel du 21/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une liste à jour des bancs d'essai.

L'exploitant a indiqué que l'activité des bancs d'essai moteurs a évolué depuis la visite d'inspection et ces bancs C20 et C23 ne sont plus en fonctionnement depuis octobre 2024.

L'exploitant a indiqué que le contrôle des détecteurs est réalisé par 2 prestataires : l'un pour la partie liée à la détection (société Veolia) et l'autre vérifie la partie liée aux asservissements et à la ventilation (société Industrelec).

Afin de réaliser une vérification par sondage des contrôles des détecteurs, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les derniers rapports de contrôle des détecteurs des bancs d'essais C20 et C52 :

- pour le banc d'essais C20 :
 - les rapports de vérification du 04/07/2024 et 03/12/2024 : tous les points de la gamme de contrôle n'ont pas été vérifiés par la société Industrelec, seuls les points concernant les « systèmes d'alarmes » (reports d'alarme, flash, sirène...) ont été vérifiées par la société Veolia ;
 - le rapport de vérification du 04/07/2024 ne relève aucune non-conformité ;
 - le rapport de vérification du 03/12/2024 a indiqué qu'il n'y a pas de réponse pour le capteur d'hydrocarbure.
- pour le banc d'essais C52 :
 - le rapport de vérification du 09/04/2024 : tous les points de la gamme de contrôle ont été vérifiés par les 2 sociétés Veolia et Industrelec, aucune non-conformité n'a été relevée ;
 - le rapport de vérification du 02/10/2024 : tous les points de la gamme de contrôle n'ont pas été vérifiés par la société Industrelec, seuls les points concernant les « systèmes d'alarmes » (reports d'alarme, flash, sirène...) ont été vérifiées par la société Veolia. Aucune non-conformité n'a été relevée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement des détecteurs. Tous les points de la gamme de contrôle de détecteur (la détection, l'asservissement, la ventilation...) doivent être vérifiés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2005, article 2.1

Thème(s) : Situation administrative, Modifications et porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Article 2.1-Conformité aux dossiers et modifications

[...]

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Le site disposait de 65 bancs d'essai pour moteurs thermiques, d'une puissance totale autorisée de 1920 KW, selon le tableau de classement au titre des ICPE acté par lettre préfectorale en date du 23/08/2017 (réf. DRIEE_UD78_2017 n°43022).

L'inspection a constaté que plusieurs bancs d'essai ne fonctionnaient pas lors de la visite. Par courriel du 21/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une liste à jour des bancs d'essai. L'exploitant a indiqué que certains bancs ont été transformés, tandis que d'autres ont été mis hors service comme suit :

- 9 ont été transformés en bancs d'essai pour moteurs hybrides ;
- 5 ont été transformés en bancs d'essai pour moteurs électriques ;
- 26 ont été mis hors service et les consignations des énergies et des accès ont été effectuées ;
- 2 ont été transformés en marbres acoustiques pour divers tests (pas de moteurs).

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'activité d'essais sur les moteurs thermiques du site est en diminution. Par conséquent, tous les bancs ne fonctionnent pas simultanément, mais plutôt sous un mode d'exploitation alterné, en fonction des besoins et ce qui ne lui a pas permis de réaliser les analyses sur 10 bancs comme demandé dans l'arrêté préfectoral, mais plutôt sur 3 à 5 bancs. Il souhaite modifier le programme de l'autosurveillance des rejets atmosphériques des bancs d'essai moteurs : pour chaque campagne de mesure semestrielle, les analyses portent sur 3 à 5 bancs au lieu de 10 bancs imposés par l'article 3.II.4.1 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2005.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance avec tous les éléments d'appréciation concernant les modifications des modes d'exploitation des bancs d'essai moteurs du site. Au regard des éléments qui seront transmis, l'inspection des installations classées pourra proposer une modification du programme d'autosurveillance des rejets atmosphériques des bancs d'essai moteurs du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois